Philologie et historiographie du Caucase chrétien

Jean-Pierre Mahé

Édition électronique

URL : <https://journals.openedition.org/ashp/1267>

DOI : 10.4000/ashp.1267

ISSN : 1969-6310

Éditeur

Publications de l'École Pratique des Hautes Études

Édition imprimée

Date de publication : 1 octobre 2012

Pagination : 34-39

ISSN : 0766-0677

Référence électronique

Jean-Pierre Mahé, « Philologie et historiographie du Caucase chrétien », *Annuaire de l'École pratique des hautes études (EPHE), Section des sciences historiques et philologiques* [En ligne], 143 | 2012, mis en ligne le 21 septembre 2012, consulté le 03 août 2021. URL : <http://journals.openedition.org/ashp/1267> ; DOI : <https://doi.org/10.4000/ashp.1267>

PHILOLOGIE ET HISTORIOGRAPHIE DU CAUCASE CHRÉTIEN

Directeur d'études : M. Jean-Pierre MAHÉ,
membre de l'Institut

Programme de l'année 2010-2011 : I. *L'Arménie entre les Empires (1639-1800)*. — II. *La conquête russe de la Transcaucasie (1801-1878)*.

I. Divisés au début des temps modernes entre Safavides et Ottomans, les Arméniens ne pouvaient, sur le sol de leur patrie, percevoir les échos de l'essor intellectuel du grand siècle en Europe et de la philosophie des lumières. Du côté ottoman de la frontière, la paix de 1639 entre les deux Empires livre les campagnes aux exactions des pillards Djélali. L'administration du sultan se révèle incapable d'assurer la sécurité des biens et des personnes. Les persécutions religieuses sévissent dans les villes d'Anatolie où les musulmans côtoient les chrétiens. Du côté perse, la rigueur du joug safavide est un peu tempéré par la prospérité des marchands arméniens, qui acquièrent des domaines dans la plaine de l'Araxe.

Contestée par les sectes et minée par la corruption, l'Église arménienne trouve à grand peine la voie d'une renaissance spirituelle et intellectuelle. D'abord développée à l'étranger, l'imprimerie arménienne s'implante en Orient, ravivant les traditions nationales et diffusant les connaissances occidentales et les idées nouvelles. *L'Histoire des Arméniens* d'Arakel de Tabriz, parue en 1669 à Amsterdam, offre pour la première fois un tableau exhaustif de la nation dans l'Arménie Majeure, l'Anatolie, le Caucase et la diaspora.

Pressentant la décadence des empires musulmans, clercs et intellectuels, marchands et patriarches rêvent de libération nationale. Ils s'imaginent que l'intervention des puissances occidentales permettrait aux chrétiens et aux Kurdes de se soulever contre l'oppression et de restaurer le royaume d'Arménie sous l'égide d'un monarque étranger. Dès 1678, le catholicos Yakob Djoughayetsi tente de gagner l'Europe pour plaider la cause de sa nation. Quand il meurt à Constantinople en 1680, un jeune homme de son entourage, Israyel Ori, fils du mélik de Sisian, croit pouvoir à lui seul continuer l'entreprise. Déçu par les cours européennes, il offre ses services au tsar Pierre I^{er}, qui le charge, en 1704, d'une mission secrète en Perse et dans le Caucase. Bien qu' Ori meure en 1711 sans voir la réalisation de son dessein, il a réussi à convaincre ses compatriotes de la nécessité d'une intervention russe. En 1722, les Arméniens de l'Empire perse, enthousiasmés par la campagne du tsar sur le rivage de la mer Caspienne, croient arrivée l'heure de la délivrance. Malgré la reculade de Pierre I^{er} en 1724, les insurgés arméniens du Karabagh et du Siounik, conduits par Davit Bek, tiennent tête aux Perses et aux Ottomans jusqu'en 1730.

Entre-temps une renaissance culturelle s'esquisse parmi les élites religieuses de l'Empire ottoman. Converti au catholicisme, le moine Mkhitar de Sébaste (Sivas) fonde en 1711, à Méthon, en Morée, une congrégation arménienne transférée à Venise

en 1717. Voués aux études et à l'instruction de leurs compatriotes, les Mekhitaristes développent, à partir de 1746, un réseau de collèges qui préparent l'émancipation nationale par la science et l'éducation. Tandis que, près de Mouch, le vardapet Vardan Baghichétsi (1630-1704) sauve de l'oubli et de la destruction les anciennes chroniques arméniennes, son élève, Yovhannes Kolot, devient patriarche de Constantinople en 1715 et a pour successeur Yakob Nalian, brillant commentateur des *Prières* de Grégoire de Narek (1745).

Profitant de la fin de l'empire safavide, les méliks arméniens du Siounik et de l'Artsakh tentent à nouveau de faire appel à la Russie. Dans le même sens, leur riche compatriote de Madras, Chahamir Chahamirian, imprégné des idées du siècle des lumières, finance les efforts de Yovsep Emin, originaire de Calcutta, formé à l'art militaire et aux armes européennes. Mais le romantisme impétueux de ses plans se heurte à la lenteur et aux calculs des Russes, qui progressent à pas comptés vers la conquête du Caucase. Loin de ménager les chrétiens de la région, ils n'hésitent pas à les abandonner selon les circonstances. En 1783, ils signent à Giorgievsk un traité d'alliance avec Érèklé, roi de Géorgie orientale. Trois ans plus tard, ils retirent leurs troupes, et laissent les Géorgiens sans défense devant les Perses. Exploitant la défaite d'Erèklé en 1796, Catherine II et ses successeurs investissent le royaume de Géorgie, qu'ils annexent en 1801, au mépris de la parole donnée.

On aurait pu penser que la paix de 1639 entre Ottomans et Safavides aurait stabilisé les deux empires et confirmé l'asservissement de leurs sujets arméniens réduits à l'état d'une masse paysanne privée de ses élites. En réalité, le chah et le sultan, incapables de moderniser leurs états, sont bientôt entraînés dans un déclin inéluctable, tandis que les couches éclairées de la diaspora arménienne assimilent les techniques et les idées européennes.

Au fur et à mesure que les successeurs de chah Abbas restreignent les libertés des négociants de la Nouvelle Djoulfa, ceux-ci, désormais assurés de leur fortune, transfèrent leurs avoirs en Inde. Les élites arméniennes de Calcutta et de Madras contrôlent des réseaux commerciaux qui s'étendent de la Méditerranée à la mer du Japon et de la mer Blanche à la mer Caspienne. Elles s'implantent durablement à Venise et à Marseille, à Londres et à Amsterdam, à Saint-Pétersbourg et à Moscou. Mais en même temps, elles ne cessent de s'intéresser au sort de leurs compatriotes, spécialement dans l'Empire perse, dont dépend le Saint Siège d'Etchmiadzine. Parfaitement informées de l'équilibre mondial des puissances, elles comprennent, dès le début du xviii^e siècle, que le temps des Croisades est révolu et que le sort de l'Arménie est nécessairement lié à l'expansion de la Russie, empire oriental, qui a su, au contraire des Ottomans et des Safavides, s'approprier les acquis techniques et intellectuels de la modernité européenne.

Du côté ottoman, les progrès sont plus lents. Les amiras arméniens de Constantinople se limitent longtemps à consolider leur fortune. Quand ils échappent à la décadence, les monastères anatoliens cultivent un savoir traditionnel. Il faudra attendre le milieu du xviii^e siècle pour voir accéder au siège patriarcal des prélats éclairés, soucieux de promouvoir l'imprimerie et la vie intellectuelle. C'est pour échapper à cet étouffement que le jeune Mkhitar rejoint les missionnaires latins et fonde une congrégation qui jouera plus tard un rôle important dans la formation des élites arméniennes de l'empire ottoman.

Le tsar Pierre I^{er}, puis l'impératrice Catherine II ont su habilement exploiter les espoirs que l'étendue de leurs conquêtes avait fait naître dans l'esprit des chrétiens du Caucase. Encourageant les révoltes contre les Safavides et leurs successeurs qadjars, ils ne se sont jamais cru liés par le moindre engagement à l'égard des insurgés. Ayant trouvé en Érékli, un allié d'une intelligence et d'une bravoure exceptionnelles, ils abusèrent de sa loyauté et ne surent pas tirer parti de ses talents stratégiques. Alors que ceux-ci rêvaient d'être maîtres chez eux sous la souveraineté d'un monarque chrétien qui les délivrerait de la présence et de l'oppression musulmane, les Russes ne visaient qu'à l'expansion de leur empire. Attendant le moment opportun de franchir la chaîne montagneuse, ils se gardèrent de démentir les utopies politiques et militaires des intellectuels et entretenirent méthodiquement le mythe messianique de leur venue.

II. En annexant les deux royaumes de la Géorgie orientale – le Kartli et la Kakhétie –, les Russes entamaient la conquête de la Transcaucasie aux dépens des Empires perse et ottoman, alors en pleine décadence. En effet, depuis le milieu du xvi^e siècle, une sorte de partage s'était opérée entre deux zones d'influence : à l'ouest, les territoires géorgiens situés entre la mer Noire et les monts Likhi entraient dans la sphère ottomane ; à l'est, les provinces s'étendant jusqu'à la Perse étaient contrôlées par les Safavides et leurs successeurs Qadjars.

Les premiers gouverneurs russes de Kartlo-Kakhétie n'allaient pas tarder à s'apercevoir que la sécurité de Tbilisi et de sa région exigeait non seulement la pacification des tribus belliqueuses du Nord-Caucase, depuis la mer Noire jusqu'à la Caspienne, mais aussi la maîtrise d'un vaste territoire coïncidant pour l'essentiel avec la plus grande extension du royaume de Géorgie aux xii^e-xiii^e siècles. L'Arménie orientale en faisait nécessairement partie ; mais aussi les régions de Kars et de Batumi détenues par les Ottomans. Assurément l'Empire des tsars disposait des moyens militaires nécessaires à cette conquête. Mais la question se posait jusqu'à quel point les Puissances occidentales toléreraient cette expansion.

Car, dans leur lutte contre le sultan, les armées russes n'avançaient pas seulement dans le Caucase, mais aussi dans les Balkans et jusqu'aux portes de Constantinople. Pris en tenailles, l'Empire ottoman risquait d'en être dangereusement diminué, donnant à la Russie toute licence de passer le Bosphore et de rivaliser avec les flottes occidentales. Les Puissances européennes ne pouvaient y consentir, particulièrement la Grande-Bretagne veillant jalousement sur la route des Indes.

Aux yeux des Arméniens, l'idée d'une conquête russe était devenue, au xviii^e siècle, une sorte de modernisation du mythe des Croisades. Tous l'appelaient de leurs vœux et en espéraient la restauration du royaume d'Arménie. Peu importait que le monarque fût étranger, pourvu qu'il fût chrétien. La réalité qui apparut, après la prise d'Érévan en 1827, était fort différente. Le tsar n'avait jamais eu le projet d'une union monarchique personnelle entre la Russie et l'Arménie. Il entendait administrer ses nouvelles conquêtes comme les autres provinces de son empire.

Du côté ottoman, le fossé ne cessait de se creuser entre les paysans d'Arménie occidentale, accablés de fermages, de corvées et d'impôts, et la communauté arménienne de la capitale, dominée par la classe fortunée des *amiras*. Pour enrayer la décadence de l'Empire, le sultan Abdül Medjid (1839-1861) ouvre l'ère des réformes

(*tanzimat*). Timidement inspirées des principes occidentaux, ces mesures administratives accompagnent la démocratisation, d'ailleurs toute relative, de la communauté arménienne de Constantinople. En revanche, elles ne changent rien à la détresse et à l'insécurité des paysans chrétiens. L'impuissance de la Sublime Porte à résoudre ce problème conduit inéluctablement à l'internationalisation de la question arménienne, qui dépend désormais de l'expansion russe et du jeu des Puissances.

Le règlement diplomatique des crises balkaniques ayant échoué, le conflit semble inévitable entre Russes et Ottomans. Alexandre II signe la déclaration de guerre le 24 avril 1877 dans la ville de Kichinev, capitale de la Roumanie semi-indépendante. Le lieu a été choisi pour symboliser les intentions protectrices du tsar sur toutes les populations orthodoxes des Balkans. La date est une allusion au début de la guerre de 1828-1829. Franchissant le Danube, le 27 juin 1877, les Russes entrent à Sofia le 4 janvier 1878, libèrent la Bulgarie et parviennent aux portes de Constantinople.

Un premier traité de paix est alors signé le 3 mars à San Stefano. Les Ottomans reconnaissent l'indépendance de la Serbie, du Montenegro et de la Roumanie, qui reçoit le nord de la Dobroudja en échange de la Bessarabie cédée à la Russie. La Bulgarie devient une principauté tributaire du sultan. Les Détroits sont librement ouverts aux navires de commerce et la Russie obtient une indemnité de guerre de 310 millions de roubles.

Quant au Caucase et à l'Anatolie, le traité prévoit la cession à la Russie de 35 650 km², incluant Kars, Ardahan, Bayazid, Soghanlou et Batumi. La Russie devra évacuer les autres territoires qu'elle occupe en Anatolie, notamment Erzurum. Mais cette évacuation est soumise à une condition préalable. Selon l'article 16 du traité, la Sublime Porte s'engage à réaliser sans retard « l'autonomie administrative (...) des provinces habitées par les Arméniens et à garantir leur sécurité contre les Circassiens et les Kurdes ». À la demande des Britanniques, le terme « autonomie administrative » est remplacé par « les améliorations et les réformes », mais le texte, même ainsi amendé, impliquait un affaiblissement de l'Empire ottoman, que le Premier ministre Benjamin Disraeli jugeait inacceptable. Avertie de ces réticences, la Sublime Porte se hâte de conclure, le 4 juin 1878, un accord secret cédant l'île de Chypre à l'Empire britannique contre la promesse du retrait immédiat des troupes russes d'Anatolie.

En conséquence, la Grande-Bretagne exige l'ouverture à Berlin, le 13 juin 1878, d'un congrès destiné à remplacer le traité de San Stefano par un texte entièrement revu : la Russie garde Batumi, Kars et Ardahan, mais elle doit renoncer à Bayazid et à Alachkert. Selon l'article 61, « la Sublime Porte s'engage », en échange du retrait immédiat des troupes russes, « à réaliser sans plus de retard les améliorations et les réformes qu'exigent les besoins locaux des provinces habitées par les Arméniens et à garantir leur sécurité contre les Circassiens et les Kurdes. Elle donnera connaissance périodiquement des mesures prises à cet effet aux Puissances qui en surveilleront l'application ».

Loin de protéger les populations arméniennes, cette clause délibérément évasive, les mettait en danger. En effet, elle ne définissait pas la nature des réformes et n'en fixait pas le calendrier. Elle n'indiquait même pas quelles étaient au juste les régions habitées par les Arméniens. Ce flou géographique et chronologique laissait tout loisir à la Sublime Porte, délivrée de la pression russe, de modifier la situation sur le terrain,

soit en dispersant les populations arméniennes par de nouveaux découpages administratifs, soit en implantant des immigrants musulmans supplémentaires, apportant avec eux conflits et violences. D'autre part, la mention de comptes rendus périodiques aux Puissances chargées de surveiller l'application du traité créait une sorte de droit d'ingérence internationale, que la Sublime Porte pouvait difficilement accepter. Désignés ainsi comme la cause d'une menace permanente pour la souveraineté de l'Empire ottoman, les Arméniens étaient exposés aux pires représailles, sans aucune protection crédible.

Le traité de Berlin, signé le 13 juillet 1878, scelle ainsi le destin de la nation arménienne. Tout d'abord, il marque les limites extrêmes de l'Arménie russe : même après l'annexion de Kars, elle n'atteindra jamais l'étendue de l'ancien royaume bagratide, qui se prolongeait vers l'ouest presque jusqu'à Karin (Erzurum), ni de la principauté zakaride, qui descendait au sud, presque jusqu'à Ardchêch. L'Arménie occidentale (Erzurum, Erzincan, Divrik) et le bassin du lac de Van sont définitivement exclus. Néanmoins, le territoire conquis comprend le centre et l'ouest de l'Aïrarat, cœur de l'Arménie historique, ainsi que le Chirak, le Lori, le Siounik et l'Artsakh (Karabagh), où les Arméniens ont été longtemps à l'abri des dominations étrangères. Bien que les Safavides et leurs successeurs Qadjars aient favorisé l'implantation de Kurdes et de Turcomans, les transferts de population consécutifs à la conquête russe viennent y renforcer l'élément arménien. À côté d'Érévan, capitale de l'ancien khanat, dont la population reste très composite, la bourgade de Gyumri laisse place à la ville nouvelle d'Alexandropol, purement arménienne à côté de la garnison russe. Dans les campagnes, le conservatisme du tsar, maintenant les privilèges des grands propriétaires terriens perpétue la domination musulmane sur les paysans arméniens.

Quoique le vocabulaire géopolitique de l'Empire russe ignore le terme d'Arménie et que les Arméniens ne jouissent d'aucune reconnaissance particulière sur le sol de leurs ancêtres, le statut ecclésiastique de 1836 légalise la confession arménienne dans toute la Russie. Certes, la langue arménienne n'a aucune existence officielle dans la vie civile, mais il est quand même permis de l'enseigner librement dans les écoles paroissiales. La vie intellectuelle et littéraire, qui n'existe pas encore à Érévan ou à Alexandropol, peut au moins se développer à Tbilisi ou à Bakou. Étroitement surveillé par l'administration de l'État russe, qui intervient même dans le choix du catholicos, le Saint Siège d'Etchmiadzine jouit, malgré tout, d'importants privilèges matériels et juridiques. Son rayonnement extérieur, dans l'Empire ottoman comme dans la diaspora, est soutenu par le gouvernement du tsar. Ainsi, malgré toutes sortes de restrictions tatillonnes, se constituent les bases d'un foyer national arménien appelé à se développer du seul fait que la sécurité des personnes est désormais assurée et que leur identité ethnique n'est plus menacée.

La prospérité relative de l'Arménie russe souligne et aggrave encore la détresse de l'Arménie ottomane. Non seulement ses habitants émigrent dans l'Empire des tsars, mais la Sublime Porte y implante un nombre croissant de réfugiés musulmans du Caucase et des Balkans ; elle encourage passivement les Kurdes à étendre leur aire migratoire aux dépens des campagnes arméniennes. Dans ces conditions, les réformes du *tanzimat* et les chartes impériales de 1839 et 1856 ne sauraient améliorer la vie d'une population opprimée, menacée dans ses biens et dans son existence.

Face à la misère des campagnes, la communauté arménienne de Constantinople, qui atteint trois cent mille personnes au milieu du siècle, connaît un épanouissement culturel sans précédent. Contestant les privilèges exclusifs des amiras, financiers du sultan, les artisans (*esnafs*) et les intellectuels accédant à la fonction publique (*efendis*) s'impliquent de plus en plus dans la gestion du patriarcat, qui dispose de pouvoirs importants sur toute la nation arménienne et les biens de l'Église dans l'ensemble de l'Empire ottoman.

Longtemps les élites arméniennes de la capitale ignorent ou feignent d'ignorer la misère des provinces arméniennes. Cependant, les efforts des intellectuels et la résistance héroïque des Zeïtouniotes, entre 1862 et 1866, éveillent une véritable conscience nationale arménienne d'un bout à l'autre de l'Empire. L'autonomie apparaît alors comme le seul moyen d'assurer la sécurité des populations chrétiennes. En 1878, le Congrès de Berlin pose la question « des réformes et améliorations nécessaires », tout en écartant les moyens de pression qui contraindraient le sultan à les réaliser. Arbitres de la partie, les Puissances occidentales sont bien trop divisées entre elles pour ne pas repousser sans cesse l'échéance, sacrifiant la sécurité même des Arméniens.